

Six organisations dénoncent la tenue du gala prévu à Paris le 13 novembre par l'association «Israël Is Forever» avec la participation du ministre israélien Bezalel Smotrich

Le 13 novembre prochain devrait avoir lieu, à Paris, un gala organisé par l'association Israël Is Forever, avec, comme invitée-vedette, le ministre israélien d'extrême droite, Bezalel Smotrich. Les organisateurs ont comme objectif la « mobilisation des forces francophones sionistes au service de la puissance et de l'histoire d'Israël ».

À l'heure où l'Etat d'Israël poursuit depuis plus d'un an une guerre totale contre le peuple palestinien à Gaza et aussi en Cisjordanie, en commettant quotidiennement des massacres qui apparaissent comme une stratégie de terreur à l'égard de la population palestinienne... À l'heure où la Cour internationale de justice (CIJ) déclare, à travers plusieurs ordonnances, que la perpétration d'un génocide à Gaza était plausible et où elle rappelle aux Etats qu'il est de leur devoir de tout faire pour empêcher ce génocide... À l'heure où la même CIJ a rappelé que la colonisation du territoire palestinien occupé est illégale et a statué que cette occupation est illégale... À l'heure où l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) exige qu'Israël se retire de ce territoire et que les Etats s'abstiennent de toute activité de nature à soutenir la colonisation...

La tenue de ce gala dans la capitale française, constituerait une injure au droit international et une marque de mépris pour l'ONU et pour les ordonnances prononcées par la plus haute juridiction internationale ainsi que pour la résolution votée par la France le 18 septembre.

Rappelons qui sont les deux principaux acteurs et actrices de ce gala révoltant :

Nili Kupfer-Naouri, présidente de l'association Israël Is Forever, organisatrice du gala, est une avocate ayant les nationalités française et israélienne qui tient publiquement des propos qui s'apparentent à de l'apologie de crimes de guerre. Parmi ses nombreuses déclarations, citons : « Il n'y a pas de population civile innocente à Gaza » ou : « Qu'il ne reste plus rien de Gaza et qu'on [peut] y installer une grande hityashvut, une grande réimplantation juive » ou encore « Nous ne voulons plus de voisins barbares. Nous comprenons que nous devons obtenir notre sécurité et c'est par l'émigration en masse des arabes de Gaza et par une installation juive ». De plus, Nili Kupfer-Naouri a publié sur son réseau social une photo où on la voit participant à une manifestation au poste frontière de Rafah, empêchant les camions d'aide humanitaire d'entrer à Gaza pour porter secours à la population civile, acte qui vient en contradiction avec l'ordonnance de la CIJ du 26 janvier 2024.

Bezalel Smotrich est le ministre israélien des Finances et le ministre exerçant la tutelle sur la Cisjordanie occupée. Habitant dans une colonie et se revendiquant lui-même « fasciste », Smotrich incarne la figure du sionisme religieux le plus fanatique. Depuis son entrée au gouvernement le 29 décembre 2022, le nombre de colonies et les hectares de terres confisqués par Israël ont augmenté dans des proportions jamais vues depuis les accords d'Oslo. Toutes ses déclarations traduisent son mépris du droit international, à l'image de « Nous encourageons la colonisation avec force travail et d'une manière stratégique dans tout le pays ». Elles révèlent aussi tout le racisme et la haine qui animent ce personnage, comme celle où il avait indiqué qu'il « était justifié et moral de bloquer l'aide humanitaire pour la bande de Gaza, même si cela pouvait entraîner la mort de deux millions de Palestiniens ». Déjà présent à Paris en mars 2023, Smotrich avait déclaré : « Il n'y a pas de Palestinien, car il n'y a pas de peuple palestinien... C'est la vérité historique, c'est la vérité biblique et cette vérité, les Arabes en Israël doivent l'entendre de même que certains Juifs ».

En mars 2023, la France, par la voix du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères avait dénoncé les « propos irresponsables » de Smotrich. Aujourd'hui, comment comprendre qu'il soit autorisé à appeler à la haine, à faire l'apologie d'actes criminels sur le territoire français, ce qu'il ne manquera pas de faire, chacun le sait, à partir du moment où il sera autorisé à venir en France.

Pour la justice, pour le respect de la mémoire des dizaines de milliers de Palestiniennes et Palestiniens massacrés à Gaza et en Cisjordanie, pour l'arrêt de la monstrueuse guerre d'anéantissement et de conquête menée par le gouvernement israélien d'extrême droite en Palestine et au Liban, ce gala de la haine et de la honte ne doit pas avoir lieu.

Paris, le 4 novembre 2024

